

En bref

- En 2020¹, le Québec a vécu sa pire crise sanitaire depuis la pandémie de grippe espagnole au début du 20^e siècle, forçant l'imposition de restrictions visant à freiner la propagation des infections à la COVID-19 durant une bonne partie de l'année.
- Le bilan du marché du travail au Québec en 2020 est fortement négatif : 208 500 emplois ont été perdus (-4,8 %) par rapport au niveau observé en 2019 (-5,2 % au Canada et -4,8 % en Ontario) et le nombre d'heures travaillées a baissé de 8,2 % (-8,7 % au Canada et -8,4 % en Ontario). La baisse du nombre d'emplois en 2020 est la plus forte depuis la récession économique de 1982.
- Le taux de chômage a augmenté de façon importante, passant d'un creux historique de 5,1 % en 2019 à 8,9 % en 2020 (9,5 % au Canada et 9,6 % en Ontario), alors que les taux d'activité et d'emploi se sont établis respectivement à 63,8 % (-1,1 point de pourcentage (p.p.)) et 58,1 % (-3,4 p.p.). Chez les individus âgés de 15 à 64 ans, le taux d'emploi s'est fixé à 72,6 % (-3,4 p.p.).
- Au plus fort de la crise, au mois d'avril 2020, l'emploi avait baissé de près de 20 % et le nombre d'heures travaillées de 35 % par rapport aux niveaux observés juste avant la crise au mois de février 2020. À la fin de l'année, au mois de décembre 2020, l'emploi et le nombre d'heures travaillées se situaient respectivement à 96,5 % et 94,3 % de leurs niveaux du mois de février.
- En diminutions en pourcentage, près de quatre fois plus d'emplois à temps partiel (-106 900; -13,0 %) que d'emplois à temps plein (-101 500; -2,9 %) ont été perdus en 2020. En date du mois de décembre 2020, l'emploi à temps plein se situait à 97,4 % du niveau d'avant la crise (février 2020) et l'emploi à temps partiel à 92,6 %.
- Globalement, en 2020, les femmes ont perdu davantage d'emplois (-113 100; -5,5 %) que les hommes (-95 400; -4,2 %). Ainsi, le taux d'emploi des femmes âgées de 15 à 64 ans a baissé de façon plus marquée (70,3 %; -3,8 p.p.) que celui des hommes (74,8 %; -3,1 p.p.). Toutefois, en fin d'année, au mois de décembre 2020, les femmes avaient récupéré l'essentiel de leur retard par rapport aux hommes après que ces derniers aient été plus touchés qu'elles par les restrictions imposées durant l'automne.
- Comme c'est le cas habituellement durant des récessions économiques, les jeunes âgés de 15 à 24 ans ont été les plus touchés par les pertes d'emplois en 2020 (-69 200; -11,8 %) et leur taux de chômage a plus que doublé pour s'établir à 17,2 % (+8,7 p.p.). Dans le cas de la crise actuelle, ils ont aussi été désavantagés par leur présence dans plusieurs secteurs visés par les restrictions sanitaires (hébergement et restauration, commerce de détail, information, culture et loisirs). Les pertes ont été moins importantes chez les individus âgés de 25 à 54 ans (-100 000; -3,6 %) et ceux âgés de 55 ans et plus (-39 200; -4,3 %).

¹ Ce bulletin présente les résultats des principaux indicateurs du marché du travail tirés de l'Enquête sur la population active et de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires de Statistique Canada.

- La crise a amplifié le retard déjà présent par rapport à l'Ontario au niveau de la participation des travailleurs expérimentés sur le marché du travail : en 2020, le taux d'activité des individus âgés de 60 à 69 ans s'est établi à 37,8 % au Québec et à 44,1 % en Ontario, soit une différence de 6,2 p.p. (5,8 p.p. en 2019).
- En 2020, le secteur des services a été à la fois responsable des pires pertes d'emplois et des meilleures progressions, mais son bilan global a été plus négatif (-169 600; -5,0 %) que celui du secteur de la production de biens (-38 900; -4,4 %). Au mois de décembre 2020, le secteur des services se trouvait cependant un peu plus près de son niveau d'emploi d'avant la pandémie (96,7 % contre 95,6 % pour le secteur de la production de biens).
- Les services d'enseignement (+12 500; +4,2 %), la finance, les assurances, l'immobilier et la location (+9 200; +3,9 %), ainsi que l'agriculture (+700; +1,3 %) sont les seuls secteurs à avoir enregistré une augmentation de leur nombre d'emplois, alors que 45 % des pertes d'emplois se sont concentrées dans l'hébergement et les services de restauration (-63 900; -25,1 %) et les autres services (-29 400; -16,3 %), et ce malgré qu'ils ne représentent que 8 % de l'emploi total.
- Les pertes d'emplois se sont concentrées en totalité dans l'emploi qualifié (-89 400; -11,3 %), qui exige habituellement un diplôme d'études professionnelles (DEP), et dans l'emploi peu qualifié (-136 800; -9,0 %) qui exige au plus un diplôme d'études secondaires. Les emplois hautement qualifiés ont, pour leur part, progressé (+17 800; +0,9 %) et les gains se sont concentrés dans l'emploi professionnel (diplôme universitaire), alors que le nombre d'emplois de gestion et ceux de niveau collégial a baissé. Ainsi, les travailleurs occupant des emplois hautement qualifiés, qui se prêtent généralement mieux au télétravail tout en étant très présents dans certains secteurs essentiels comme l'enseignement et le secteur de la santé, ressortent comme les gagnants de la crise.
- L'analyse différenciée selon le sexe montre qu'en 2020 e les travailleurs les plus épargnés par la crise sont les femmes occupant des emplois de niveau professionnel et les hommes employés dans des postes de niveau collégial, alors que les femmes occupant des emplois exigeant habituellement un DEP sont les plus grandes perdantes en raison de leur concentration dans les secteurs les plus visés par les restrictions sanitaires.
- En 2020, seulement deux régions administratives présentent une progression de l'emploi, soit celle de Lanaudière (+3 700; +1,4 %) et celle de la Mauricie (+1 600; +1,3 %), alors que celui de la région Chaudière-Appalaches n'a que peu varié (+800 ;+0,4 %). À l'inverse, la région de Montréal affiche les plus grosses pertes d'emploi en volume (-59 400; -5,5 %), mais, en pourcentage les pertes ont été plus importantes dans les régions des Laurentides (-35 500; -11,2 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (-7 800; -10,2 %), de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (-3 100; -9,1 %) et de la Capitale-Nationale (-35 900; -8,9 %).
- Dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, 91 700 emplois ont été perdus en 2020 (-4,1 %) et le taux de chômage a monté de 4,4 p.p. pour s'établir à 10,1 %.



- Malgré la crise, l'emploi des personnes immigrantes a peu varié (-3 500; -0,5 %) en comparaison des personnes nées au Canada (-197 000; -5,6 %). Même si des gains d'emplois ont été enregistrés chez les immigrants admis depuis cinq ans et moins et depuis plus de 10 ans, leurs taux de chômage et d'emploi se sont tout de même détériorés en raison d'une croissance plus rapide de leur population. Les personnes nées au Canada âgées de 15 à 64 ans ont tout de même enregistré une baisse plus marquée de leur taux d'emploi (73,2 %; -3,6 p.p.) que les personnes immigrantes (71,5 %; -3,3 p.p.). En revanche, le taux d'emploi des personnes immigrantes admises depuis 5 à 10 ans a baissé de façon plus importante (72,4 %; -5,4 p.p.) que celui des personnes nées au Canada, alors que la baisse de celui des personnes immigrantes admises depuis cinq ans et moins a été moins marquée (60,0; -1,7 p.p.)
- La croissance du salaire horaire médian s'est accélérée en raison de l'impact plus important de la crise sur l'emploi à bas salaire, atteignant 8,3 % pour un taux de 25,00 \$ par heure. De plus, le salaire horaire médian des personnes immigrantes a crû de façon plus marquée (23,50 \$; +7,8 %) que celui des personnes nées au Canada (25,00 \$; +6,4 %), bien qu'il demeure plus faible (écart salarial de 6 %). Les personnes immigrantes admises depuis 5 ans et moins ont enregistré la plus forte croissance du salaire horaire médian (21,00 \$; +15,8 %), tandis que celles admises depuis plus de 10 ans affichent la croissance la plus faible (24,22 \$; +5,3 %).
- Il faudra attendre la fin des restrictions sanitaires pour avoir un portrait plus clair de la rémunération au Québec compte tenu qu'elle permettra la récupération de certains emplois plus faiblement rémunérés.
- En 2020, la plupart des indicateurs économiques se sont détériorés en raison de la crise. Le contexte s'est toutefois éclairci avec l'accélération de la campagne de vaccination ainsi que le plan de sauvetage américain voté par le Congrès américain qui devrait avoir des répercussions positives sur la croissance économique au Québec et au Canada. L'avenir demeure cependant très incertain, notamment à court terme, alors que le Québec se trouve toujours dans la troisième vague d'infections.



Ce bulletin est produit par la Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec.

Rédaction

Élodia Matteau, analyste du marché du travail

Courriel : elodia.matteau@mtess.gouv.qc.ca

Traitement des données

Mélanie Bouthillette, technicienne en recherche sociale

Courriel : melanie.bouthillette@mtess.gouv.qc.ca

Directrice, Analyse et information sur le marché du travail

Gabrielle Nicole

Courriel : gabrielle.nicole2@mtess.gouv.qc.ca

[Abonnez-vous au bulletin](#)

Les représentants des médias qui désirent obtenir des renseignements supplémentaires sont invités à communiquer avec les relations médias de la Direction des communications, au 418 643-9796 ou à relations.medias@mtess.gouv.qc.ca

Sauf indication contraire, les données relatives au marché du travail sont adaptées de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Cela ne constitue pas une approbation de ce produit par Statistique Canada.

Pour des précisions sur la variabilité des statistiques et sur les sources de ces données, veuillez consulter

les [Définitions – Enquête sur la population active](#) et la [Note sur la méthodologie et les sources de données](#) disponibles sur le site Internet d'[Emploi-Québec](#).

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2021

Dépôt légal- Bibliothèque et Archives Canada, 2021

ISBN 978-2-550-77814-1 (PDF)

ISSN 2369 4785 (En ligne)

© Gouvernement du Québec



1. LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU QUÉBEC : BILAN DE L'ANNÉE 2020²

Année aux fluctuations importantes sur le marché du travail sous fond de crise sanitaire historique³ (tableau 1)

L'année 2020 a été très particulière, le Québec vivant sa pire crise sanitaire depuis la pandémie de grippe espagnole au début du 20^e siècle. L'année avait pourtant bien commencé, alors que le taux de chômage se situait à un creux historique de 4,5 % au mois de février. À ce moment, la rareté de main-d'œuvre représentait le principal défi auquel le marché du travail québécois faisait face et les conséquences que la COVID-19 aurait sur les chaînes de production et le commerce international suscitait des craintes. Puis, le 27 février, un premier cas d'infection à la COVID-19 a été détecté au Québec, le 13 mars la fermeture des écoles était décrétée, et le 23 mars la province s'est officiellement mise sur pause avec la fermeture de toutes les entreprises non essentielles, créant une chute historique de l'emploi et des heures travaillées. À l'exception des chantiers de construction qui ont pu rouvrir à la fin du mois d'avril, ce n'est qu'au début du mois de mai que l'économie québécoise s'est graduellement déconfinée, permettant une reprise constante sur le marché du travail jusqu'à l'arrivée, au mois de septembre, de la deuxième vague d'infections qui a à nouveau forcé l'imposition de restrictions sanitaires plus contraignantes dans les régions les plus touchées. L'année s'est terminée alors que la deuxième vague était à son apogée, forçant encore une fois la fermeture des commerces non essentiels à partir du 25 décembre.

En raison des restrictions sanitaires en place, le bilan de l'emploi au Québec en 2020 est fortement négatif : 208 500 emplois ont été perdus (-4,8 %) par rapport au niveau observé en 2019. C'est une diminution moindre que celle observée dans l'ensemble du Canada (-5,2 %), mais équivalente à celle observée en Ontario (-4,8 %). De plus, cette baisse de l'emploi est la plus forte depuis la récession économique de 1982. En pourcentage, la baisse de l'emploi à temps partiel a été plus de quatre fois plus importante, alors que 106 900 emplois à temps partiel (-13,0 %) et 101 500 emplois à temps plein (-2,9 %) ont été perdus. Les pertes d'emplois sous-estiment certainement l'impact réel de la crise, puisque le programme de Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) a permis à une partie de la main-d'œuvre de conserver son emploi en travaillant peu ou pas du tout. Pour cette raison, le nombre d'heures travaillées a baissé davantage que le nombre d'emplois autant au Québec (-8,2 %) qu'au Canada (-8,7 %) et en Ontario (-8,4 %).

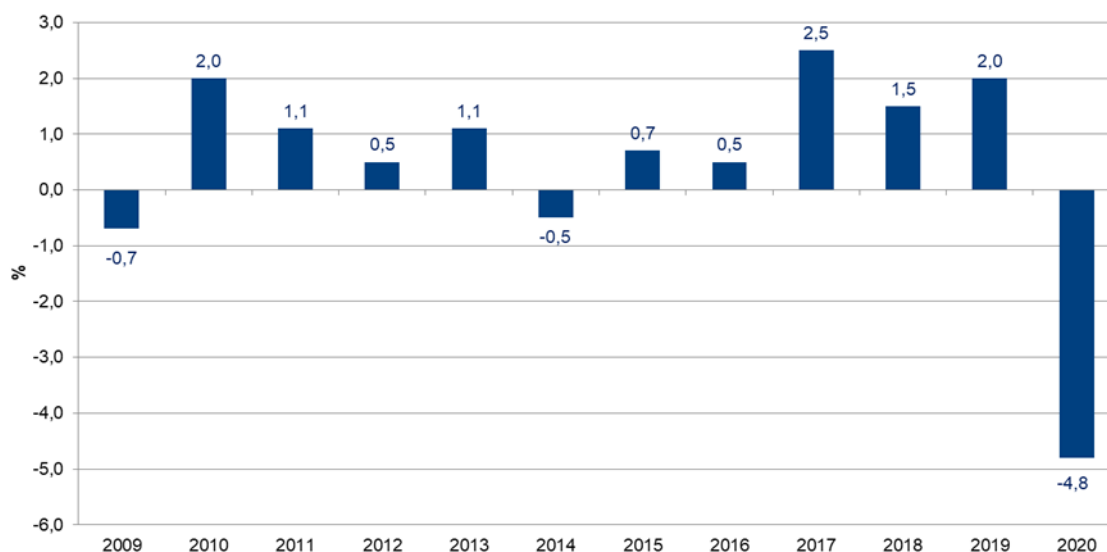
En 2020, 43 400 personnes sont sorties de la population active (-1,0 %), ce qui a mené à une baisse de 1,1 p.p. du taux d'activité, qui s'est établi à 63,8 %. Le taux de chômage a augmenté de façon importante, passant d'un creux historique de 5,1 % en 2019 à 8,9 % en 2020 (9,5 % au Canada et 9,6 % en Ontario). C'est le plus haut taux de chômage observé depuis 2003. Le taux d'emploi des personnes de 15 ans et plus et celui des 15 à 64 ans ont baissé tous les deux de 3,4 p.p., s'établissant respectivement à 58,1 % et 72,6 %.

² Données annuelles et personnes âgées de 15 ans et plus sauf avis contraire.

³ Tous les sommets ou creux historiques mentionnés dans ce Bulletin sont observés depuis le début en 1976 des séries chronologiques annuelles, sauf avis contraire (certaines séries ont débuté plus tard).

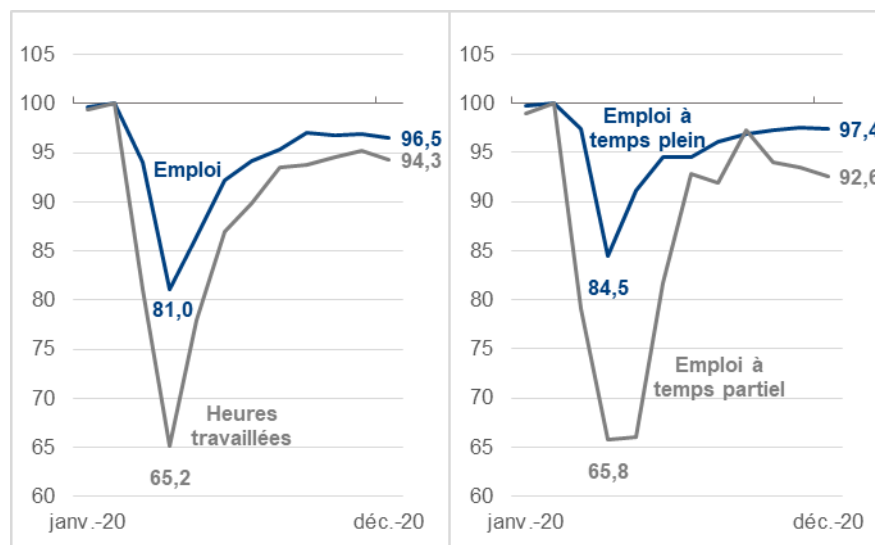


Graphique 1 : Variation annuelle de l'emploi au Québec en pourcentage



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0327-01. Compilation : Emploi-Québec.

Graphique 2 : Trajectoires des heures travaillées et de l'emploi total, à temps plein et à temps partiel au Québec en 2020 (février 2020 (avant la pandémie) = 100)



Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0287-01 et compilation spéciale. Compilation : Emploi-Québec.

L'analyse des trajectoires des heures travaillées et de l'emploi total au cours de l'année 2020 montre qu'au plus fort de la crise, au mois d'avril, la chute du nombre d'heures travaillées a été près de deux fois plus importante que celle de l'emploi. Cela s'explique par le fait que plusieurs employeurs ont choisi de maintenir le lien d'emploi avec leurs employés même si ces derniers ne pouvaient pas travailler en raison du confinement. Avec le déconfinement graduel de l'économie à partir du mois



de mai, le nombre d'heures travaillées a repris plus rapidement que l'emploi, sans toutefois le rejoindre. La résurgence des cas d'infections à la COVID-19 à partir de l'automne, forçant un durcissement de certaines mesures, a freiné la reprise. Au mois de décembre, l'emploi total se situait à 96,5 % de son niveau d'avant la pandémie, soit le mois de février (96,6 % au Canada et en Ontario), alors que le nombre d'heures travaillées se situait plutôt à 94,3 % (94,7 % au Canada et 94,6 % en Ontario).

En raison de la nature de la crise qui affecte surtout les services de proximité, dans lesquels une forte proportion de travailleurs sont employés à temps partiel, au mois d'avril, le nombre d'emplois à temps partiel avait baissé plus que deux fois plus que le nombre d'emplois à temps plein par rapport aux niveaux observés au mois de février. À la suite du déconfinement graduel de l'économie, la reprise de l'emploi à temps partiel a toutefois été beaucoup plus rapide, rejoignant même l'emploi à temps plein au mois de septembre en proportion du niveau observé avant la pandémie au mois de février 2020 (respectivement à 97,3 % et 97,0 %). Comme lors de la première vague, les restrictions mises en place pour freiner la deuxième vague ont surtout affecté l'emploi à temps partiel, qui a terminé l'année à 92,6 % de son niveau d'avant la pandémie. L'emploi à temps plein se situait plutôt quant à lui à 97,4 % du niveau d'avant la pandémie.

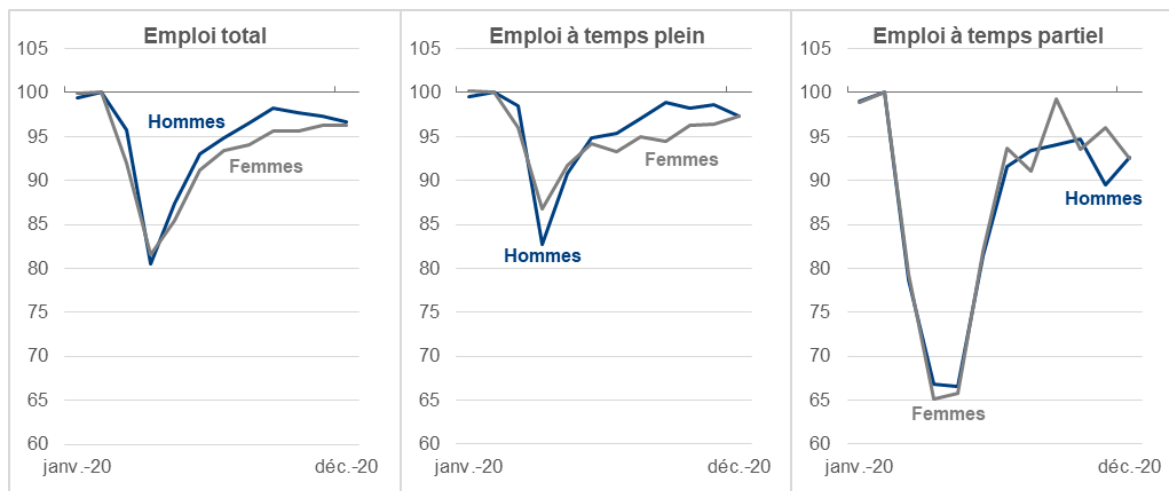
Les sexes : davantage de difficultés pour les femmes sur le marché du travail durant une bonne partie de l'année et rattrapage en fin d'année (tableau 2)

En 2020 les femmes ont globalement perdu davantage d'emplois (-113 100; -5,5 %) que les hommes (-95 400; -4,2 %). Toutefois, le nombre d'emplois à temps plein chez les hommes affiche un recul plus important (-62 900; -3,2 %) que celui des femmes (-38 700; -2,5 %), alors que l'inverse prévaut au niveau de l'emploi à temps partiel (-74 400 ou -14,5 % chez les femmes contre -32 500 ou -10,6 % chez les hommes).

Malgré les pertes d'emplois plus importantes chez les femmes, celles-ci présentaient en 2020 un taux de chômage inférieur (8,6 %; +4,1 p.p.) à celui des hommes (9,1 %; +3,4 p.p.). Cela s'explique par le plus grand nombre de femmes étant sorties de la population active à la suite de la perte de leur emploi (-26 900 contre -16 500 chez les hommes). Ainsi, les taux d'activité des hommes et des femmes se sont établis respectivement à 67,6 % (-1,0 p.p.) et 60,0 % (-1,1 p.p.). Finalement, le taux d'emploi des femmes âgées de 15 à 64 ans a également baissé davantage (70,3 %; -3,8 p.p.) que celui des hommes (74,8 %; -3,1 p.p.), une situation aussi observée chez l'ensemble des individus âgés de 15 ans et plus.



Graphique 3 : Trajectoires de l'emploi total, à temps plein et à temps partiel selon le sexe au Québec en 2020 (février 2020 (avant la pandémie) = 100)



Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0287-01 et compilation spéciale. Compilation : Emploi-Québec.

L'analyse intra-annuelle montre qu'après un choc similaire lors du confinement général du printemps 2020, la reprise de l'emploi total des femmes a été plus lente que celle des hommes, ce qui explique que globalement pour l'année 2020 il y a ait eu des pertes d'emplois plus importantes chez les femmes que chez les hommes. Les restrictions mises en place pour freiner la deuxième vague ont eu un impact à la baisse sur l'emploi des hommes, alors que celui des femmes a continué de progresser, ce qui a permis un rattrapage à la fin de l'année (l'emploi des femmes au mois de décembre 2020 représentait 96,2 % du niveau d'avant la pandémie contre 96,7 % chez les hommes).

La trajectoire de l'emploi à temps plein chez les hommes et les femmes est semblable à celle de l'emploi total, à l'exception près que le choc initial a été plus marqué chez les hommes. Grâce au rattrapage effectué par les femmes après une reprise plus lente, les deux groupes ont terminé l'année 2020 à 97,4 % de leur niveau d'emploi à temps plein d'avant la pandémie au mois de février 2021. Finalement, à l'inverse de l'emploi à temps plein, le choc initial sur l'emploi à temps partiel des femmes a été plus significatif que celui sur celui des hommes et leur reprise a été plus rapide. Au mois de septembre, l'emploi à temps partiel des femmes était presque revenu à son niveau d'avant la pandémie, avant de redescendre après le renforcement de plusieurs mesures sanitaires. Au mois de décembre, les deux groupes se situaient au même endroit par rapport aux niveaux observés avant la pandémie (l'emploi à temps partiel des femmes au mois de décembre 2020 représentait 92,6 % du niveau d'avant la pandémie et 92,7 % chez les hommes).

Ainsi, le léger retard de l'emploi total des femmes par rapport aux hommes provient de leur plus grande prévalence dans l'emploi à temps partiel, qui est plus loin de son niveau d'avant la pandémie que l'emploi à temps plein. En effet, 23 % des travailleuses occupaient un emploi à temps partiel en 2020 tandis que cette proportion était de 13 % chez leurs homologues masculins.

Les groupes d'âge : la crise a touché davantage les jeunes malgré des pertes notables chez tous les groupes d'âge (tableau 3)

En 2020, l'emploi a reculé chez tous les principaux groupes d'âge, mais les jeunes âgés de 15 à 24 ans ont été particulièrement touchés (-69 200; -11,8 %). En période de contraction économique, les jeunes sont généralement plus susceptibles que leurs aînés de perdre leur emploi, notamment en



raison de leur manque d'ancienneté et d'expérience qui rend leur situation plus précaire. Dans la crise actuelle, ils sont également désavantagés par leur forte présence dans l'emploi à temps partiel (53 % des jeunes étaient employés à temps partiel en 2020 contre 12 % chez les personnes âgées de 25 ans et plus) et dans les secteurs des services particulièrement visés par les restrictions sanitaires (services d'hébergement et de restauration; commerce de détail; information, culture et loisirs). Ainsi, les jeunes affichent une baisse de 24 300 emplois à temps plein (-9,1 %) et de 44 900 emplois à temps partiel (-14,0 %). Leur taux de chômage a plus que doublé pour s'établir à 17,2 % (+8,7 p.p.), tandis que leur taux d'emploi a baissé de 7,2 p.p., se fixant à 57,0 %. Finalement, ils ont également été plus nombreux que leurs aînés à avoir quitté la population active en 2020 (-16 400; -2,6 %); leur taux d'activité s'établissant à 68,8 % (-1,4 p.p.).

L'impact d'une perte d'emploi n'est pas le même chez les jeunes étudiants à temps plein que chez ceux qui étudient à temps partiel ou qui ne sont pas aux études. Un peu plus de la moitié des étudiants à temps plein étaient en emploi avant la crise en 2019, dont plus de 95 % d'entre eux travaillaient à temps partiel. En 2020, 47 % des étudiants à temps plein occupaient toujours un emploi et la part de ceux-ci qui étaient à temps partiel est descendue à 93 %, les pertes s'étant concentrées en totalité dans ce type d'emploi.

Les étudiants à temps partiel dépendent généralement plus fortement de leur emploi; environ 78 % d'entre eux étaient en emploi avant la crise en 2019, dont 60 % l'étaient à temps partiel. En 2020, ils étaient 71 % à occuper un emploi, dont 63 % l'étaient à temps partiel en raison d'un impact plus important de la crise sur leur emploi à temps plein.

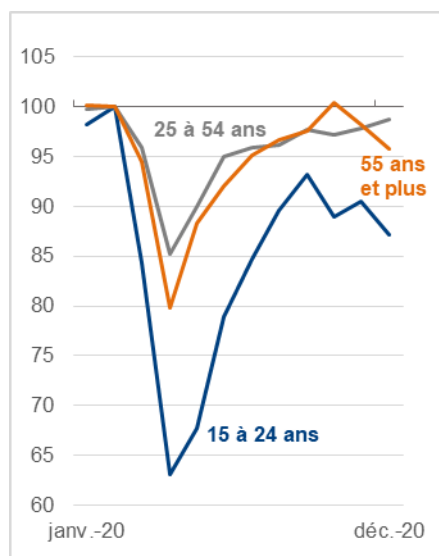
L'impact de la pandémie a été encore plus fort pour les jeunes qui ne sont pas aux études et qui en 2020 comptaient 9 200 personnes de plus dans leurs rangs par rapport à 2019 (+3,1 %). Avant la crise, environ 80 % d'entre eux étaient en emploi dont 81 % l'étaient à temps plein. En 2020, ces jeunes non-étudiants ont vu leur nombre total d'emplois baisser de 9,1 % et ils n'étaient plus que 71,1 % à occuper un emploi.

En pourcentage, les personnes âgées de 25 à 54 ans, qui représentent le principal bassin de main-d'œuvre, ont été moins touchées par la crise (-100 000; -3,6 %). Les travailleurs de ce groupe d'âge employés à temps partiel ont été, en termes relatifs, plus affectés par les pertes d'emplois (-38 200; -13,2 %) que les travailleurs à temps plein (-61 800; -2,5 %). Leur taux de chômage s'est établi à 7,3 % (+2,9 p.p.), alors que leurs taux d'activité et d'emploi se sont fixés respectivement à 88,6 % (-0,4 p.p.) et 82,1 % (-3,0 p.p.).

Finalement, les personnes âgées de 55 ans et plus ont perdu 39 200 emplois en 2020 (-4,3 %), dont 15 400 à temps plein (-2,2 %) et 23 800 à temps partiel (-11,4 %). La sortie de 10 400 individus de ce groupe d'âge de la population active a limité la hausse de leur taux de chômage, qui s'est établi à 8,3 % (+3,1 p.p.). Leurs taux d'activité et d'emploi se sont fixés respectivement à 33,7 % (-1,0 p.p.) et 30,9 % (-2,0 p.p.). En termes de participation des travailleurs expérimentés sur le marché du travail, le Québec présentait déjà un retard par rapport à l'Ontario; la crise a amplifié ce retard, en raison d'une hausse de la population active chez les travailleurs expérimentés en Ontario qui n'a pas été observée au Québec. En 2020, le taux d'activité des individus âgés de 60 à 69 ans s'est établi à 37,8 % au Québec et à 44,1 % en Ontario, soit une différence de 6,2 p.p. Actuellement, les personnes plus âgées font face à des risques importants en cas d'infection à la COVID-19, mais leur apport sera important pour favoriser la croissance économique au cours des prochaines années dans un Québec à la démographie vieillissante.



Graphique 4 : Trajectoires de l'emploi selon le groupe d'âge et le sexe au Québec en 2020 (février 2020 (avant la pandémie) = 100)



Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0287-01 et compilation spéciale. Compilation : Emploi-Québec.

L'analyse des trajectoires d'emploi selon le groupe d'âge au Québec en 2020 montre clairement que la crise a touché les jeunes de façon beaucoup plus importante. Au plus fort de la crise, au mois d'avril, ces derniers avaient perdu 2,5 fois plus d'emplois que les individus âgés de 25 à 54 ans en proportion de leur population. Ce sont également les jeunes qui ont essuyé la majorité des pertes d'emplois liées aux restrictions mises en place pour freiner la deuxième vague durant l'automne. Leurs difficultés ne sont certainement pas étrangères au fait que près du cinquième d'entre eux sont employés dans les services d'hébergement et de restauration, secteur le plus visé par les restrictions. Contrairement aux jeunes, les personnes âgées de 55 ans et plus sont rapidement revenues à leur niveau d'emploi d'avant la pandémie, avant d'essuyer de nouvelles pertes durant l'automne.

Les industries : le secteur des services, une année en dents de scie (tableau 4)

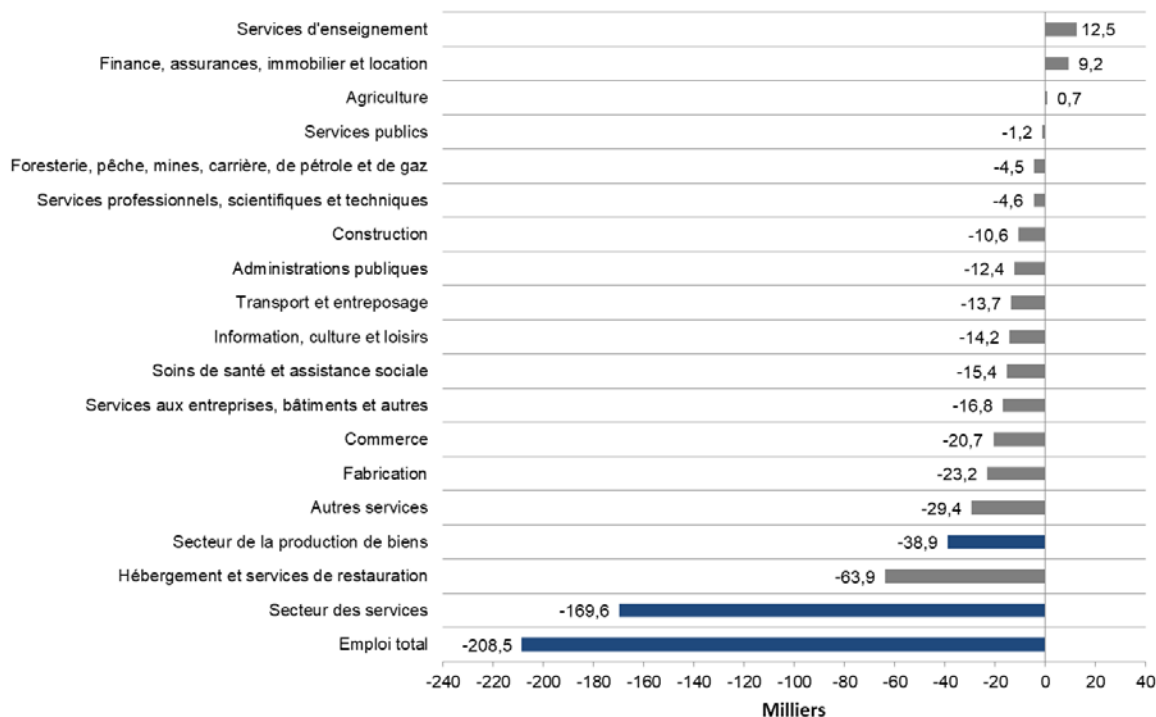
En 2020, le secteur des services, dans lequel on retrouve les industries les plus affectées par la crise, a essuyé davantage de pertes d'emplois (-169 600; -5,0 %) que celui de la production de biens (-38 900; -4,4 %). Parmi l'ensemble des industries, seulement trois secteurs ont enregistré une croissance de l'emploi en 2020 : les services d'enseignement (+12 500; +4,2 %), la finance, les assurances, l'immobilier et la location (+9 200; +3,9 %), ainsi que l'agriculture (+700; +1,3 %). De l'autre côté du spectre, deux secteurs particulièrement ciblés par les restrictions sanitaires, notamment en raison de leur incompatibilité avec la distanciation physique, sont responsables de 45 % des pertes d'emplois, malgré qu'ils représentent moins de 10 % des emplois : il s'agit de l'hébergement et des services de restauration (-63 900; -25,1 %) et des autres services⁴ (-29 400; -16,3 %). Le secteur de l'information, de la culture et des loisirs a également été très ciblé par les restrictions, mais présente une baisse de l'emploi moins marquée (-14 200; -8,2 %) en raison notamment du sous-secteur de l'information, qui n'a pas été mis sur pause.

⁴ Les autres services représentent un secteur diversifié qui inclue la réparation et l'entretien, les services personnels, les organismes religieux, les fondations, les groupes de citoyens et les organisations professionnelles, ainsi que les ménages privés.



En nombre d'emplois perdus, les autres secteurs les plus affectés par la crise sont la fabrication (-23 200; -4,7 %), le commerce (-20 700; -3,1 %), les services aux entreprises, relatifs aux bâtiments et autres services de soutien (-16 800; -9,4 %), ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale (-15 400; -2,5 %), qui représentent pourtant un secteur essentiel. En pourcentage, la foresterie, la pêche, les mines, l'exploitation en carrière, et l'extraction de pétrole et de gaz ont toutefois essuyé davantage de pertes d'emplois (-4 500; -11,0 %).

Graphique 5 : Variation de l'emploi selon l'industrie en 2020

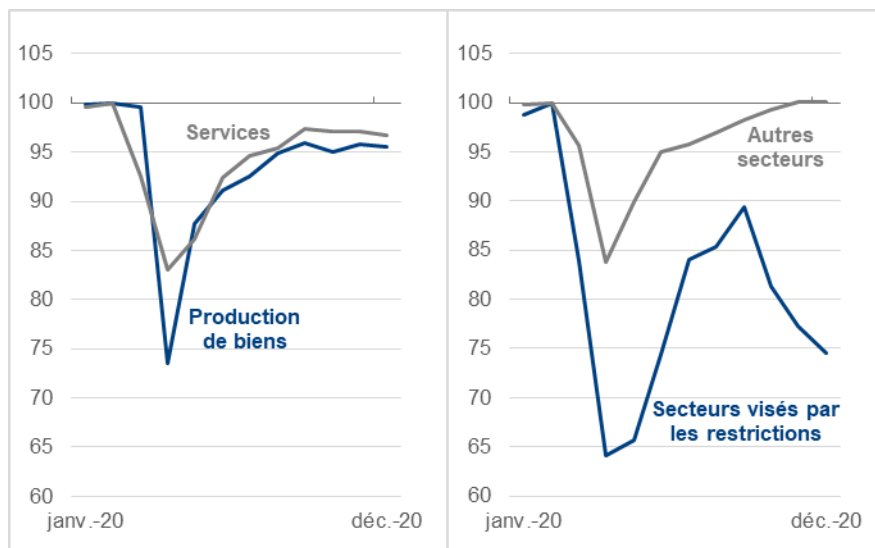


Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0023-01. Compilation : Emploi-Québec.

Dans le cas des industries, la comparaison des années 2019 et 2020 offre un portrait partiel de la situation puisqu'au mois de décembre 2020, ce sont sept secteurs plutôt que trois qui avaient rejoint ou dépassé leur niveau d'emploi d'avant la crise, soit les services d'enseignement, les services professionnels, scientifiques et techniques, les services publics, l'agriculture, les services aux entreprises, relatifs aux bâtiments et autres services de soutien, les administrations publiques, ainsi que la finance, les assurances, l'immobilier et la location.



Graphique 6 : Trajectoires de l'emploi les secteurs les plus visés par les restrictions sanitaires au Québec en 2020 (février 2020 (avant la pandémie) = 100)



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0287-01. Compilation : Emploi-Québec.
 Note : Les secteurs les plus visés par les restrictions sanitaires sont l'hébergement et les services de restauration, l'information, la culture et les loisirs, ainsi que les autres services.

Malgré que le fait la chute de l'emploi en 2020 a été plus marquée dans le secteur des services que dans celui de la production de biens, durant la majeure partie de l'année la trajectoire d'emploi du secteur très diversifié des services a généralement été plus favorable que celle du secteur de la production de biens. Au plus fort de la crise, au mois d'avril, le secteur de la production de biens avait perdu 26,5 % de ses emplois tandis que la baisse était de 17,0 % dans le secteur des services. Après avoir été nez à nez avec le secteur de la production de biens au début de l'été, le secteur des services s'est maintenu à un niveau d'emploi légèrement supérieur à celui de la production de biens en proportion de la situation observé avant la pandémie au mois de février 2020. Cela s'explique par le fait que bien qu'il inclut les industries les plus affectées par la crise, le secteur des services comprend également des secteurs en forte progression, notamment les services d'enseignement et les services professionnels, scientifiques et techniques.

La figure de droite du graphique 6 montre les trajectoires divergentes des trois secteurs les plus visés par les restrictions sanitaires (hébergement et services de restauration; information, culture et loisirs; autres services) et des autres secteurs. Le choc initial sur les trois secteurs les plus visés par les mesures a été plus de deux fois plus important que celui sur les autres secteurs. L'emploi des trois secteurs les plus touchés n'a jamais repris totalement et, au mois d'août, il présentait toujours un retard de plus de 10 % par rapport au niveau observé avant la pandémie. De plus, l'emploi des autres secteurs n'a été que peu touché par le renforcement des mesures à partir de l'automne contrairement à celui des secteurs incompatibles avec la distanciation physique. À la fin de l'année, ces derniers présentaient encore un retard de plus de 25 % par rapport à leur niveau d'emploi d'avant la pandémie.

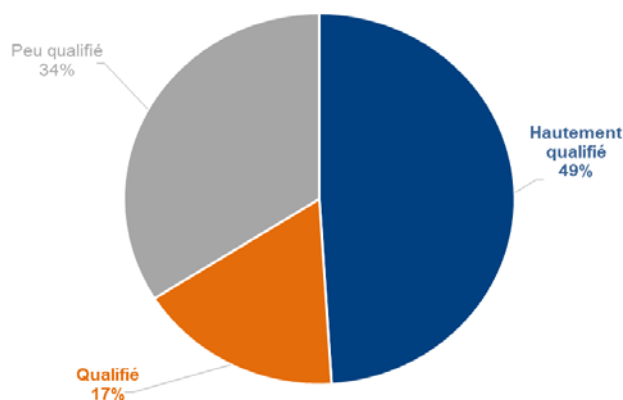


Les niveaux de compétence⁵ : l'emploi hautement qualifié épargné par la crise (tableau 5)

En 2020, les pertes d'emplois se sont concentrées en totalité dans les emplois qualifiés (-89 400; -11,3 %) et peu qualifiés (-136 800; -9,0 %) qui sont très présents dans les plus visés par les restrictions sanitaires. Ainsi, les travailleurs occupant des emplois hautement qualifiés, qui se prêtent généralement mieux au télétravail tout en étant très présents dans certains secteurs essentiels comme l'enseignement et le secteur de la santé, ressortent comme les gagnants de la crise. Leur nombre d'emplois a progressé de 17 800 (+0,9 %) durant l'année.

En revanche, parmi les emplois hautement qualifiés, seulement les plus qualifiés, soit les emplois de niveau professionnel (diplôme universitaire), ont progressé (+46 500; +5,3 %), tandis que le nombre d'emplois de gestion (-17 400; -4,7 %) et de niveau collégial (-11 300; -1,5 %) a baissé. Parmi les emplois peu qualifiés, les emplois de niveau intermédiaire, qui exigent habituellement un diplôme d'études secondaires, ont enregistré davantage de pertes (-95 600; -8,9 %) que les emplois de niveau élémentaire (aucune formation exigée) en termes absolus, mais un peu moins en pourcentage (-41 200; -9,3 %). L'impact asymétrique de la crise sur les niveaux de compétence a mené à une hausse de l'importance de l'emploi hautement qualifié sur le marché du travail, qui représente maintenant près de 50 % de l'emploi total alors qu'en moyenne au cours des cinq dernières années la part de ces emplois était aux alentours de 46 %..

Graphique 7 : Répartition de l'emploi selon le niveau de qualification en 2020



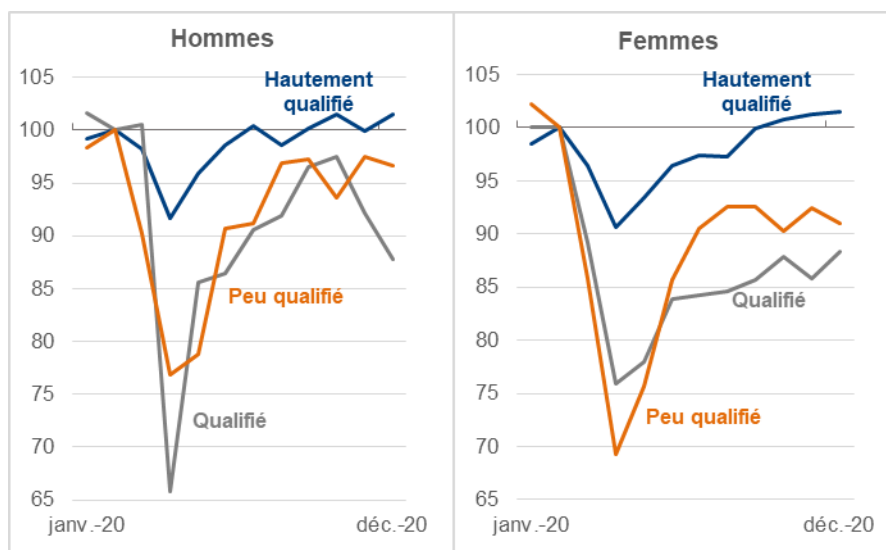
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active (compilation spéciale). Compilation : Emploi-Québec.

Autant au niveau du bilan annuel que des trajectoires d'emploi au cours de l'année, on observe des divergences entre les hommes et les femmes en raison de la répartition différenciée de leurs emplois parmi les différentes professions et secteurs d'activité économique.

⁵ Les emplois sont répartis en trois catégories selon le niveau de qualification demandé : les emplois hautement qualifiés exigent habituellement un diplôme d'études universitaires ou collégiales, les emplois qualifiés un diplôme d'études professionnelles (DEP) ou un diplôme d'une école de métier, et les emplois peu qualifiés un diplôme d'études secondaires (DES) à la formation générale ou moins.



Graphique 8 : Trajectoires de l'emploi selon le niveau de qualification et le sexe au Québec en 2020 (février 2020 (avant la pandémie) = 100)



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active (compilation spéciale). Compilation : Emploi-Québec.

Chez les deux groupes, les travailleurs occupant des emplois hautement qualifiés sont ceux qui s'en sont les mieux tirés en 2020, bien que la reprise ait été plus rapide chez les hommes. Même si la trajectoire de reprise de l'emploi hautement qualifié est similaire chez les deux groupes, celle-ci n'est pas venue des mêmes types d'emploi. Chez les hommes, l'emploi de niveau collégial a affiché une reprise en « V », dépassant son niveau d'avant la pandémie dès le mois de juin. À l'inverse, l'emploi de niveau collégial des femmes n'est revenu à son niveau d'avant la pandémie qu'au mois de décembre. Les hommes détenant un diplôme d'études collégiales ont possiblement été avantagés par leur concentration dans les sciences naturelles et appliquées, qui sont très en demande. Chez les femmes, la reprise de l'emploi hautement qualifié est davantage venue des emplois de niveau professionnel qui comptent un nombre important de travailleuses dans des secteurs essentiels comme la santé et l'enseignement, ainsi que dans des secteurs se prêtant bien au télétravail comme la finance, les assurances et les administrations publiques.

La reprise de l'emploi qualifié, qui exige habituellement un diplôme d'études professionnelles (DEP), a également été différente chez les hommes et les femmes. Le choc initial lors du confinement général du printemps a été beaucoup plus important pour les hommes en raison de la fermeture des chantiers de construction dans lesquels ils se concentrent. La reprise a toutefois été rapide lorsque les chantiers ont rouvert, mais elle s'est enrayée avec l'arrivée de la deuxième vague. À l'inverse, l'emploi qualifié des femmes, concentré dans les secteurs très touchés des services personnels et de l'hôtellerie, n'a tout simplement jamais repris totalement, stagnant durant l'ensemble du dernier trimestre de 2020 à autour de 85 % de son niveau d'avant la pandémie.

Finalement, les femmes occupant des emplois peu qualifiés ont été plus affectées par la crise que les hommes, affichant à la fois un choc initial plus grand et une reprise plus lente. Chez les hommes, la reprise de l'emploi peu qualifié est venue des emplois de niveau intermédiaire qui ont retrouvé leur niveau d'avant la pandémie à la fin de l'été en raison de la reprise des chantiers et de la réouverture des commerces. À l'inverse, les emplois de niveau élémentaire occupés par des hommes n'ont jamais repris et, au mois de décembre, affichaient un retard de plus de 10 % par rapport au niveau observé avant la pandémie au mois de février. Chez les femmes, la reprise des emplois de niveau intermédiaire a également été plus rapide que celle des emplois de niveau élémentaire. Cependant, elle s'est enrayée à l'automne en raison de la fermeture des restaurants et



la réduction de la demande pour les services d'hébergement. À l'inverse, la reprise des emplois de niveau élémentaire occupés par des femmes s'est poursuivie, les rapprochant du niveau d'avant la pandémie sans toutefois l'atteindre.

En résumé, les travailleurs ayant été les plus épargnés par la crise sont les femmes occupant des emplois de niveau professionnel et les hommes employés dans des postes de niveau collégial. De l'autre côté du spectre, les femmes occupant des emplois exigeant habituellement un DEP ont été les plus affectées négativement en raison de leur concentration dans les secteurs les plus visés par les restrictions sanitaires.

Les régions administratives⁶ et la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal⁷ : les régions de Lanaudière, de la Mauricie et de Chaudières-Appalaches ont tenu le coup alors que l'emploi des autres régions a plongé (tableaux 6 et 7)

En 2020, seulement deux régions administratives ont connu une progression de l'emploi, soit celle de Lanaudière (+3 700; +1,4 %) et celle de la Mauricie (+1 600; +1,3 %), alors que l'emploi de la région de Chaudière-Appalaches n'a que peu varié (+800 ; +0,4 %). Leurs taux de chômage respectifs ont tout de même augmenté en raison d'une augmentation plus rapide de leur population active. La situation est particulièrement inusitée dans la région de Lanaudière, qui a vu son taux de chômage plus que doubler pour s'établir à 8,6 % (+4,5 p.p.), tout en enregistrant une légère hausse de son taux d'emploi qui s'est fixé à 62,5 % (+0,5 p.p.). Cela est explicable par la hausse rapide de son taux d'activité qui est passé de 64,6 % en 2019 à 68,4 % en 2020 (+3,8 p.p.).

À l'inverse, la région de Montréal affiche les plus grosses pertes d'emploi en volume (-59 400; -5,5 %), mais la baisse de son taux d'activité (65,5 %; -1,9 p.p.) a quelque peu limité la hausse de son taux de chômage (11,4 %; +4,2 p.p.), qui est tout de même le plus élevé après la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (13,2 %; +0,2 p.p.). En pourcentage, les pertes ont cependant été plus importantes dans les régions des Laurentides (-35 500; -11,2 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (-7 800; -10,2 %), de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (-3 100; -9,1 %) et de la Capitale-Nationale (-35 900; -8,9 %). Parmi ces régions, celle des Laurentides a enregistré la plus forte hausse du taux de chômage (10,0 %; +5,6 p.p.) et la baisse la plus importante du taux d'emploi (54,1 %; -7,5 p.p.). Cette région souffre particulièrement des difficultés du secteur de l'aérospatiale qui est un de ses moteurs économiques principaux.

Dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, 91 700 emplois ont été perdus en 2020 (-4,1 %). Malgré une légère augmentation de sa population active (+13 600; +0,6 %), son taux d'activité a baissé de 0,5 p.p. pour s'établir à 66,1 % en raison d'une croissance plus élevée de sa population (+1,3 %). Son taux d'emploi a baissé de 3,3 p.p. pour se fixer à 59,5 %, alors que son taux de chômage a monté de 4,4 p.p., s'établissant à 10,1 %.

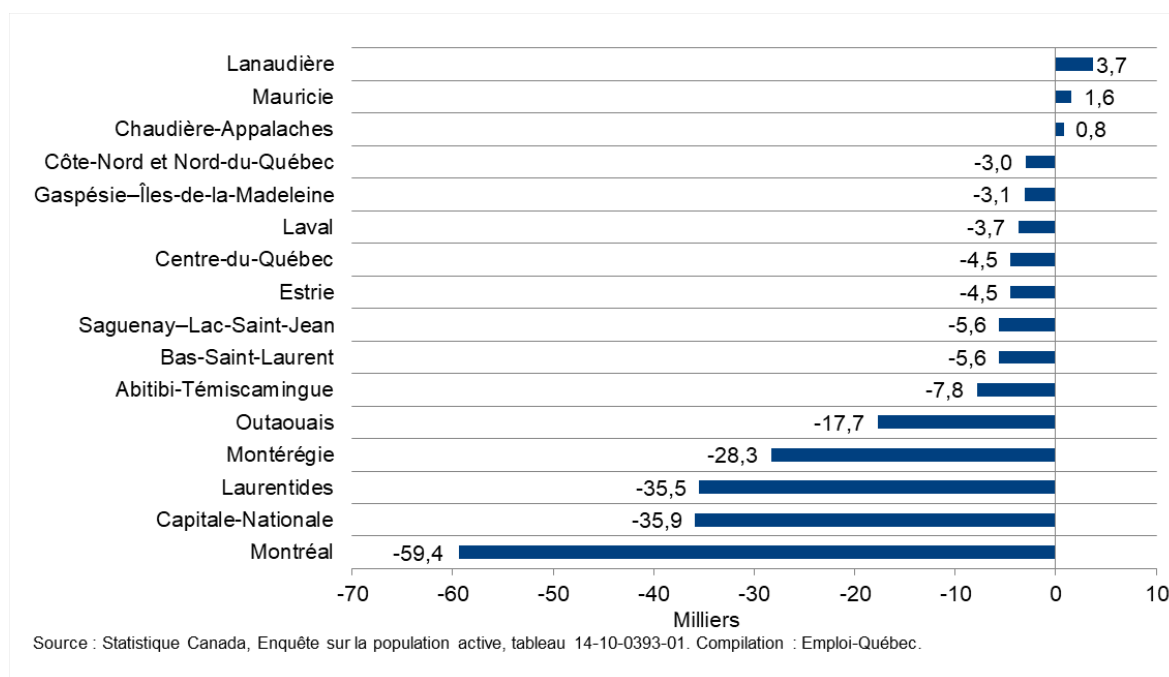
Les marges d'erreur importantes au niveau des données régionales mensuelles rendent les analyses intra-annuelles risquées et peuvent mener à de fausses conclusions. Ainsi, dans le cas des régions administratives et de la RMR de Montréal, il semble préférable de s'en tenir au bilan de l'année.

⁶ Les régions administratives de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées.

⁷ Rappelons que les données portent sur le lieu de résidence et non sur le lieu de travail, et que l'évolution du nombre de personnes en emploi est tributaire à la fois de l'évolution du marché du travail et des déplacements de population.



Graphique 9 : Variation de l'emploi selon la région administrative en 2020



Les personnes immigrantes⁸ s'en sortent mieux que les personnes nées au Canada à l'exception des personnes immigrantes admises depuis 5 à 10 ans⁹ (tableau 8)

En 2020, malgré la crise, l'emploi des personnes immigrantes a peu varié (-3 500; -0,5 %) grâce aux gains réalisés dans l'emploi à temps plein (+12 300; +2,0 %) qui ont compensé une partie des pertes d'emplois à temps partiel (-15 900; -12,4 %). À l'inverse, les personnes nées au Canada ont enregistré des pertes de 197 000 emplois (-5,6 %), dont 108 800 à temps plein (-3,9 %) et 88 200 à temps partiel (-13,1 %). En revanche, le taux de chômage des personnes immigrantes (10,7 %; +3,7 p.p.) a augmenté de façon équivalente à celui des personnes nées au Canada (8,3 %; +3,7 p.p.), et ce en raison d'une augmentation de la population immigrante active (+3,7 %), alors que celle des personnes nées au Canada diminuait (-1,8 %).

De plus, le taux d'activité des personnes immigrantes âgées de 15 à 64 ans (80,1 %; -0,2 p.p.) a dépassé celui des personnes nées au Canada (79,8 %; -0,6 p.p.) pour la première fois depuis que les données sont disponibles (2006). Le taux d'emploi de la population immigrante de 15 à 64 ans (71,5 %; -3,3 p.p.) est toutefois demeuré plus faible que celui des personnes nées au Canada (73,2 %; -3,6 p.p.), malgré un rétrécissement de l'écart les séparant.

Les pertes d'emplois dans la population immigrante se sont concentrées chez les personnes admises depuis 5 à 10 ans (-28 600; -18,3 %), alors que les personnes admises depuis cinq ans et moins (+5 800; +5,3 %) et celles admises depuis plus de 10 ans (+19 200; +4,1 %) ont enregistré des gains, dans les deux cas concentrés dans l'emploi à temps plein. Les immigrants très récents (cinq ans ou moins) continuent toutefois d'afficher le taux de chômage le plus élevé (16,6 %; +4,8 p.p.), même si la hausse a été plus marquée chez les immigrants admis depuis 5 à 10 ans (11,5 %; +5,3 p.p.).

⁸ Il s'agit des personnes immigrantes admises, ce qui exclut les personnes n'ayant pas encore le statut de résident permanent ou de citoyen canadien (les travailleurs étrangers temporaires sont donc exclus).

⁹ Les immigrants récents sont ceux établis au Canada depuis cinq ans ou moins.



Les gains d'emplois chez plusieurs catégories d'immigrants laissent penser que ceux-ci ont été relativement épargnés par la crise, mais l'augmentation de leur taux de chômage et la baisse de leur taux d'emploi montrent que ce n'est pas le cas. Cette détérioration des indicateurs s'explique par le fait que la population immigrante totale a augmenté beaucoup plus rapidement que son niveau d'emploi. Malgré cela, la plupart des catégories d'immigrants âgés de 15 à 64 ans ont enregistré des baisses moins marquées de leur taux d'emploi (-1,7 p.p. chez les personnes immigrantes admises depuis cinq ans et moi et -3,0 p.p. chez celles admises depuis 10 ans et plus) que les personnes nées au Canada (-3,6 p.p.), à l'exception des personnes immigrantes admises depuis 5 à 10 ans (-5,4 p.p.). De plus, respectivement 32 600 (+59,1 %) et 14 100 (+4,4 %) personnes immigrantes se sont ajoutées aux chômeurs et à la population inactive en 2020. En pourcentage, la hausse du nombre de chômeurs chez les personnes nées au Canada a cependant été plus importante (+77,5 %), alors que celle du nombre de personnes nées au Canada inactives sur le marché du travail a été similaire (+4,2 %).

2. LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU CANADA (tableau 1)

Bilan de l'emploi au Canada et en Ontario similaire à celui du Québec

La crise sanitaire a aussi eu des impacts importants sur le marché du travail de l'ensemble du pays. Au Canada, 986 400 emplois ont été perdus en 2020 (-5,2 %) dont 624 300 à temps plein (-4,1 %) et 362 100 à temps partiel (-10,0 %). En comparaison du Québec, le Canada a été davantage touché par les pertes d'emplois à temps plein mais un peu moins par celles à temps partiel. Comme au Québec, le nombre d'heures travaillées (-8,7 %) au Canada a baissé de façon plus marquée que l'emploi. La hausse du taux de chômage a été équivalente au Québec (8,9 %; + 3,8 p.p.) et au Canada (9,5 %; +3,8 p.p.) et la baisse du taux d'emploi a été plus marquée au Canada (58,0 %; -3,9 p.p. contre -3,4 p.p. au Québec), en particulier chez les personnes âgées de 15 à 64 ans (70,0 %; -4,2 p.p. contre -3,4 p.p. au Québec). Les difficultés des provinces pétrolières ont fortement contribué à ce bilan négatif.

Même si le Canada affiche un bilan annuel moins favorable que celui du Québec, au plus fort de la crise, au mois d'avril, la chute de l'emploi et du nombre d'heures travaillées y a été moins importante qu'au Québec : l'emploi affichait une baisse de 15,6 % par rapport à la situation avant la pandémie au mois de février (-19,0 % au Québec) et le nombre d'heures travaillées avaient chuté de 27,6 % (-34,8 % au Québec). La reprise sur le marché du travail canadien, qui n'était pas dans un état aussi favorable que celui du Québec avant la crise, a été moins rapide. En revanche, le ralentissement observé au Québec au dernier trimestre de l'année a permis au Canada de le rattraper. Au mois de décembre, le Québec et le Canada en étaient essentiellement au même point autant au niveau de l'emploi (par rapport à la situation avant la pandémie : 96,6 % au Canada et 96,5 % au Québec) que du nombre d'heures travaillées (94,7 % au Canada et 94,3 % au Québec).

L'Ontario, qui comme le Québec a imposé des restrictions sanitaires plutôt sévères au cours de l'année pour freiner la propagation de la COVID-19, affiche un bilan de l'emploi similaire à celui du Québec (-355 300; -4,8 %). De plus, les emplois à temps partiel ont beaucoup plus été touchés par les pertes (-152 300; -11,1 %) que les emplois à temps plein (-202 900; -3,4 %) proportionnellement à leur importance sur le marché du travail. Son taux de chômage a davantage augmenté que celui du Québec (9,6 %; +4,0 p.p. contre +3,8 p.p. au Québec) en raison d'une plus faible baisse de sa population active (-0,6 % contre -1,0 % au Québec). Le taux d'emploi des personnes âgées de 15 ans et plus et de celles âgées des 15 à 64 ans ont baissé de façon plus importante qu'au Québec pour s'établir respectivement à 57,5 % (-3,7 p.p.) et 68,7 % (-4,2 p.p.).

Contrairement au Québec où le creux de l'emploi a été atteint au mois d'avril, celui de l'Ontario a été atteint au mois de mai avec une baisse de 15,1 % par rapport à la situation avant la pandémie en raison d'un déconfinement plus tardif. En revanche, c'est au mois d'avril que le nombre d'heures travaillées a été le plus faible, en baisse de 28 % par rapport à la situation avant la pandémie. Ainsi, la dégringolade a été plus marquée au Québec que dans la province voisine, mais la remontée a été



plus rapide. Le Québec a ensuite perdu son avance en raison des restrictions mises en place au cours de l'automne et, au mois de décembre, les deux provinces en étaient essentiellement au même point par rapport à la situation observée avant la pandémie au mois de février.

3. INDICATEURS ADDITIONNELS DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU QUÉBEC

Forte croissance du salaire horaire médian en raison de la baisse plus importante de l'emploi à bas salaire (tableau 9)

Le salaire horaire médian de l'ensemble des employés a enregistré une croissance exceptionnelle en 2020 pour atteindre 25,00 \$ (+8,3 %), alors que celui des employés à temps plein s'est établi à 26,44 \$ (+5,8 %). Cette croissance importante provient en grande partie de l'impact disproportionné de la crise sur les pertes d'emplois à bas salaire. En effet, le bilan de l'emploi selon le niveau de compétence montre que les travailleurs hautement qualifiés sont somme toute sortis indemnes de la crise, tandis que les travailleurs moins qualifiés ont perdu un grand nombre d'emplois.

Le salaire horaire médian des personnes immigrantes a crû de façon plus marquée (23,50 \$; +7,8 %) que celui des personnes nées au Canada (25,00 \$; +6,4 %), bien qu'il demeure plus faible (écart salarial de 6 %). La croissance du salaire horaire médian a été particulièrement importante chez les personnes immigrantes admises depuis 5 ans et moins (21,00 \$; +15,8 %), ce qui a permis une diminution de l'écart avec les personnes nées au Canada (écart de 22,8 % en 2019 à 16,0 % en 2020). Les personnes immigrantes admises depuis plus de 10 ans sont celles dont le salaire horaire médian (24,22 \$; +5,3 %) présente le plus faible écart avec les personnes nées au Canada, bien que celui-ci s'est agrandi en 2020 (2,1 % en 2019 à 3,1 % en 2020).

Le salaire horaire médian a davantage augmenté dans le secteur des services (24,22 \$; +7,2 %) que dans celui de la production de biens (26,50 \$; +6,0 %), ce qui s'explique notamment par la concentration des pertes d'emplois dans certains secteurs des services faiblement rémunérés comme les services d'hébergement et de restauration, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien.

Trois industries ont enregistré de faibles variations du salaire horaire médian en 2020, soit le transport et l'entreposage (23,81 \$; -0,2 %), la foresterie, la pêche, les mines, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz (32,00 \$; +0,0 %), et les services d'enseignement (33,61 \$; +0,8 %). À l'opposé du spectre, la croissance du salaire horaire médian dans le secteur de l'information, de la culture et des loisirs (27,00 \$; +17,4 %) et dans celui des autres services (22,00 \$; +11,4 %) a été extrêmement forte. Comme pour ce qui est observé dans l'ensemble des industries, cette croissance historique provient surtout de l'impact asymétrique de la crise au sein même des composantes de ces industries. Le secteur essentiel de l'information a davantage été épargné par la crise que la culture et les loisirs, deux secteurs offrant généralement une plus faible rémunération. Au sein des autres services, les services personnels, incompatibles avec la distanciation physique et habituellement faiblement rémunérés, ont été parmi les principales victimes de la crise, ce qui a mené à la forte croissance salariale observée.

Ainsi, il faudra attendre la fin des restrictions sanitaires pour avoir un portrait plus clair de la rémunération au Québec puisque les données de 2020 sont influencées par l'impact asymétrique de la crise sur les différentes industries. Si les entreprises devaient vivre des difficultés financières lorsque les programmes de soutien gouvernementaux expireront, on peut s'attendre à un ralentissement de la croissance des salaires au cours des prochaines années. La rareté de main-d'œuvre déjà observée dans certains secteurs pourrait toutefois amener des pressions à la hausse au niveau des salaires.



Hausses du salaire horaire médian similaires dans les trois principaux niveaux de qualification (tableau 10)

En 2020, la croissance des salaires horaires médians des différents niveaux de compétence a été très semblable : celui des emplois peu qualifiés a crû de 5,8 % (18,52 \$), celui des emplois qualifiés de 5,3 % (24,22 \$) et celui des emplois hautement qualifiés de 5,4 % (33,00 \$). Ces augmentations significatives proviennent en partie du changement dans la composition de l'emploi dû à la concentration des pertes d'emplois dans certaines professions.

En effet, parmi les emplois hautement qualifiés, ceux de niveau professionnel sont les seuls à avoir enregistré une progression par rapport à 2019 et ils offrent une meilleure rémunération horaire (38,00 \$; +2,9 %) que les emplois de niveau collégial (25,78 \$; +3,1 %). Les emplois de gestion sont ceux offrant le salaire horaire médian le plus élevé (42,50 \$; +3,6 %), mais ils représentent seulement 17 % de l'emploi hautement qualifié.

Ensuite, parmi les emplois qualifiés, qui exigent habituellement un DEP, les pertes se sont concentrées dans les professions liées aux soins personnels (ex. : coiffure, esthétique) et à l'hôtellerie, qui offrent des salaires plus faibles que les professions liées au secteur de la construction. Cette situation a permis une croissance notable du salaire horaire médian pour ce type d'emploi.

Finalement, la même chose a été observée au niveau de l'emploi peu qualifié : il y a eu davantage de pertes dans les emplois de niveau élémentaire (15,00 \$; +7,1 %) qui offrent un salaire horaire médian sensiblement plus faible que les emplois de niveau intermédiaire (20,00 \$; +5,3 %). La fin des restrictions sanitaires qui affectent particulièrement certaines professions et niveaux de compétence de façon disproportionnée permettra d'avoir une meilleure idée de l'état de la rémunération au Québec.

Baisse de la moyenne du nombre des heures hebdomadaires effectivement travaillées et augmentation du chômage de longue durée (tableau 11)

En 2020, le nombre d'emplois a baissé de façon notable par rapport à 2019 (-4,8 %) mais le nombre d'heures travaillées a diminué presque deux fois plus (-8,2 %) en raison des employeurs qui ont maintenu un lien d'emploi avec leurs employés malgré l'impossibilité de leur offrir des heures de travail. Ainsi, la moyenne des heures effectivement travaillées hebdomadairement dans l'ensemble des emplois a baissé de 1,1 heure pour s'établir à 30,1. Cette diminution a toutefois été limitée par l'impact disproportionné de la crise sur l'emploi à temps partiel qui est défini comme un emploi offrant moins de 30 heures de travail par semaine. La baisse a été plus marquée pour l'emploi à temps plein (-1,4 heure) et la moyenne des heures effectivement travaillées hebdomadairement pour ce type d'emploi s'est établie à 33,4 heures.

En 2020, la crise sanitaire et les confinements successifs ont mené à un afflux de nouveaux chômeurs qui ont mené à une baisse de la durée moyenne du chômage de 5,2 semaines, s'établissant à 12,5 semaines. Cette moyenne annuelle d'une durée moyenne du chômage de 12,5 semaines camoufle une dynamique beaucoup plus complexe en cours d'année.

Au mois de février, juste avant la crise, la durée moyenne du chômage s'établissait à 16,2 semaines. Au plus fort de la crise, au mois d'avril, l'afflux de travailleurs nouvellement mis à pied a fait plonger la durée moyenne à 5,9 semaines. Une partie importante de ces chômeurs sont retournés en emploi avec le déconfinement à partir du mois de mai, mais les autres ont graduellement fait remonter la durée moyenne de chômage jusqu'à un maximum de 21,7 semaines. Les restrictions sanitaires mises en place au cours de l'automne pour freiner la deuxième vague ont mené à une nouvelle baisse de la durée moyenne du chômage (14,1 semaines au mois de novembre) qui a finalement remonté à 20,7 semaines au mois de décembre en raison du maintien des mesures.

C'est au cours du mois de février, soit avant la pandémie, qu'a été observé le creux du nombre de chômeurs (204 100 chômeurs), et les chômeurs de longue durée (27 semaines et plus au chômage)



représentaient 12,4 % de ce nombre total de chômeurs. L'afflux de chômeurs dû au confinement général annoncé au mois de mars a fait en sorte que les chômeurs de longue durée ne représentaient plus que 1,5 % du total au mois d'avril. Durant le reste de l'année, la part des individus qui étaient au chômage depuis 27 semaines et plus n'a jamais cessé d'augmenter jusqu'à atteindre 25 % au mois de décembre, ce qui représente 76 100 individus.

La hausse du nombre de personnes au chômage depuis 27 semaines et plus, si elle se poursuit, pourrait devenir préoccupante puisque le chômage de longue durée est associé avec une perte de compétences et des difficultés grandissantes à réintégrer le marché du travail. La situation est particulièrement critique chez les individus âgés de 55 ans et plus dont 38,2 % des chômeurs au mois de décembre l'étaient depuis 27 semaines et plus. Ces chômeurs pourraient se décourager et décider de sortir définitivement de la population active, amplifiant le retard du Québec sur son voisin l'Ontario par rapport à la participation des travailleurs expérimentés sur le marché du travail. En comparaison, 8,4 % des chômeurs âgés de 15 à 24 ans et 25,3 % de ceux âgés de 25 à 54 ans l'étaient depuis 27 semaines et plus au mois de décembre. Comme la nature de la crise actuelle est exceptionnelle, les employeurs pourraient toutefois être plus indulgents envers ceux qui auront été au chômage de façon prolongée que lors des récessions économiques passées.

4. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET LES PERSPECTIVES FUTURES (tableau 12)

En 2020, la plupart des indicateurs économiques se sont détériorés en raison du contexte peu favorable, notamment, le PIB réel québécois qui s'est contracté de 5,4 %, mettant fin à un cycle de croissance d'une décennie. En 2020, des baisses importantes ont été enregistrées au niveau des dépenses de consommation des ménages (-5,6 %) et des investissements des entreprises (-2,5 %), alors que les dépenses des administrations publiques ont moins varié (-0,8 %). Deux indicateurs ont tenu le coup malgré la crise : durant l'ensemble de l'année 2020, les ventes en gros et la valeur des permis de bâtir résidentiels ont crû de 1,4 % et 10,7 % respectivement. De plus, les ventes au détail sont demeurées stables (-0,1 %). L'aide d'une ampleur sans précédent octroyée par les gouvernements provincial et fédéral pour soutenir la consommation des ménages a certainement contribué à limiter la baisse des ventes au détail, le revenu total des ménages ayant même augmenté malgré les pertes d'emplois. Du côté des entreprises, la vigueur du secteur de la construction résidentielle a surpris tout au long de l'année. Les taux d'intérêt au plancher semblent avoir favorisé l'effervescence du marché immobilier et de la rénovation. En revanche, le secteur de la construction non résidentielle s'est contractée de façon importante avec une baisse de 32,8 % de la valeur des permis de bâtir.

Malgré les bonnes nouvelles des derniers mois, notamment l'accélération de la campagne de vaccination après des débuts difficiles, le contexte demeure hautement incertain et l'arrivée d'une troisième vague causée par les variants du virus a ralenti la relance. En revanche, le programme de soutien sans précédent voté au Congrès des États-Unis devrait avoir des répercussions positives sur les économies canadienne et québécoise au cours des prochaines années. Les défis liés à la rareté de main-d'œuvre pourraient également redevenir très présents plus vite que ce qui était attendu à la fin de l'année 2020. La crise de la COVID-19 reste tout à fait exceptionnelle, il est donc difficile de prévoir avec certitude les répercussions qu'elle aura à long terme bien qu'on s'attende à ce qu'elle accélère des tendances déjà présentes avant la pandémie, notamment la numérisation de l'économie et l'utilisation de l'intelligence artificielle de façon plus étendue.



Tableau 1 : Caractéristiques de la population active, Québec, Canada et Ontario, moyennes annuelles

	2020	2019	Variation	
	milliers ou %		milliers ou points de %	%
QUÉBEC				
Population active	4 497,8	4 541,2	-43,4	-1,0
Emploi	4 099,6	4 308,1	-208,5	-4,8
Emploi à temps plein	3 387,4	3 488,9	-101,5	-2,9
Emploi à temps partiel	712,3	819,2	-106,9	-13,0
Heures totales travaillées	123 583,5	134 600,0	-11 016,5	-8,2
Chômage	398,1	233,1	165,0	70,8
Taux de chômage	8,9	5,1	3,8	...
Taux d'activité	63,8	64,9	-1,1	...
Taux d'emploi	58,1	61,5	-3,4	...
Taux d'emploi (15 à 64 ans)	72,6	76,0	-3,4	...
CANADA				
Population active	19 896,6	20 139,7	-243,1	-1,2
Emploi	17 999,2	18 985,6	-986,4	-5,2
Emploi à temps plein	14 753,1	15 377,4	-624,3	-4,1
Emploi à temps partiel	3 246,1	3 608,2	-362,1	-10,0
Heures totales travaillées	556 187,7	609 172,8	-52 985,1	-8,7
Chômage	1 897,4	1 154,2	743,2	64,4
Taux de chômage	9,5	5,7	3,8	...
Taux d'activité	64,1	65,6	-1,5	...
Taux d'emploi	58,0	61,9	-3,9	...
Taux d'emploi (15 à 64 ans)	70,0	74,2	-4,2	...
ONTARIO				
Population active	7 766,0	7 816,3	-50,3	-0,6
Emploi	7 021,6	7 376,9	-355,3	-4,8
Emploi à temps plein	5 797,4	6 000,3	-202,9	-3,4
Emploi à temps partiel	1 224,3	1 376,6	-152,3	-11,1
Heures totales travaillées	218 159,5	238 289,4	-20 129,9	-8,4
Chômage	744,4	439,4	305,0	69,4
Taux de chômage	9,6	5,6	4,0	...
Taux d'activité	63,6	64,9	-1,3	...
Taux d'emploi	57,5	61,2	-3,7	...
Taux d'emploi (15 à 64 ans)	68,7	72,9	-4,2	...

Note : La somme des composantes peut différer du total en raison de l'arrondissement des données.

... = N'ayant pas lieu de figurer.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableaux 14-10-0327-01 et 14-10-0037-01. Compilation : Emploi-Québec.



Tableau 2 : Caractéristiques de la population active selon le sexe, Québec, moyennes annuelles

	2020	2019	Variation	
	milliers ou %		milliers ou points de %	%
HOMMES				
Population active	2 375,2	2 391,7	-16,5	-0,7
Emploi	2 159,6	2 255,0	-95,4	-4,2
Emploi à temps plein	1 886,3	1 949,2	-62,9	-3,2
Emploi à temps partiel	273,3	305,8	-32,5	-10,6
Chômage	215,6	136,7	78,9	57,7
Taux de chômage	9,1	5,7	3,4	...
Taux d'activité	67,6	68,6	-1,0	...
Taux d'emploi	61,5	64,7	-3,2	...
Taux d'emploi (15 à 64 ans)	74,8	77,9	-3,1	...
FEMMES				
Population active	2 122,6	2 149,5	-26,9	-1,3
Emploi	1 940,0	2 053,1	-113,1	-5,5
Emploi à temps plein	1 501,0	1 539,7	-38,7	-2,5
Emploi à temps partiel	439,0	513,4	-74,4	-14,5
Chômage	182,5	96,4	86,1	89,3
Taux de chômage	8,6	4,5	4,1	...
Taux d'activité	60,0	61,1	-1,1	...
Taux d'emploi	54,8	58,4	-3,6	...
Taux d'emploi (15 à 64 ans)	70,3	74,1	-3,8	...

Note : La somme des composantes peut différer du total en raison de l'arrondissement des données.

... = N'ayant pas lieu de figurer.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0327-01. Compilation : Emploi-Québec.



Tableau 3 : Caractéristiques de la population active selon le groupe d'âge, Québec, moyennes annuelles

	2020	2019	Variation	
	milliers ou %		milliers ou points de %	%
15 À 24 ANS				
Population active	625,7	642,1	-16,4	-2,6
Emploi	518,1	587,3	-69,2	-11,8
Emploi à temps plein	241,4	265,7	-24,3	-9,1
Emploi à temps partiel	276,7	321,6	-44,9	-14,0
Chômage	107,5	54,8	52,7	96,2
Durée moyenne du chômage (semaines)	8,8	8,3	0,5	6,0
Taux de chômage	17,2	8,5	8,7	...
Taux d'activité	68,8	70,2	-1,4	...
Taux d'emploi	57,0	64,2	-7,2	...
25 À 54 ANS				
Population active	2 910,5	2 927,1	-16,6	-0,6
Emploi	2 699,3	2 799,3	-100,0	-3,6
Emploi à temps plein	2 448,9	2 510,7	-61,8	-2,5
Emploi à temps partiel	250,4	288,6	-38,2	-13,2
Chômage	211,2	127,8	83,4	65,3
Durée moyenne du chômage (semaines)	13,2	18,4	-5,2	-28,3
Taux de chômage	7,3	4,4	2,9	...
Taux d'activité	88,6	89,0	-0,4	...
Taux d'emploi	82,1	85,1	-3,0	...
55 ANS ET PLUS				
Population active	961,6	972,0	-10,4	-1,1
Emploi	882,2	921,4	-39,2	-4,3
Emploi à temps plein	697,1	712,5	-15,4	-2,2
Emploi à temps partiel	185,2	209,0	-23,8	-11,4
Chômage	79,4	50,6	28,8	56,9
Durée moyenne du chômage (semaines)	15,5	25,9	-10,4	-40,2
Taux de chômage	8,3	5,2	3,1	...
Taux d'activité	33,7	34,7	-1,0	...
Taux d'emploi	30,9	32,9	-2,0	...
15 À 64 ANS				
Population active	4 325,9	4 357,6	-31,7	-0,7
Emploi	3 945,2	4 135,0	-189,8	-4,6
Emploi à temps plein	3 297,4	3 398,8	-101,4	-3,0
Emploi à temps partiel	647,7	736,1	-88,4	-12,0
Chômage	380,7	222,6	158,1	71,0
Durée moyenne du chômage (semaines)	12,3	17,4	-5,1	-29,3
Taux de chômage	8,8	5,1	3,7	...
Taux d'activité	79,6	80,1	-0,5	...
Taux d'emploi	72,6	76	-3,4	...

Note : La somme des composantes peut différer du total en raison de l'arrondissement des données.

... = N'ayant pas lieu de figurer.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableaux 14-10-0327-01, 14-10-0057-01 et compilation spéciale. Compilation : Emploi-Québec.



Tableau 4 : Emploi selon l'industrie, Québec, moyennes annuelles

	2020	2019	Variation	
	milliers		milliers	%
INDUSTRIE				
Emploi total	4 099,6	4 308,1	-208,5	-4,8
SECTEUR DE LA PRODUCTION DE BIENS	846,8	885,7	-38,9	-4,4
Agriculture	56,4	55,7	0,7	1,3
Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	36,3	40,8	-4,5	-11,0
Services publics	24,2	25,4	-1,2	-4,7
Construction	256,0	266,6	-10,6	-4,0
Fabrication	474,0	497,2	-23,2	-4,7
SECTEUR DES SERVICES	3 252,8	3 422,4	-169,6	-5,0
Commerce	636,7	657,4	-20,7	-3,1
Transport et entreposage	225,7	239,4	-13,7	-5,7
Finance, assurances, immobilier et location	247,9	238,7	9,2	3,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	341,4	346,0	-4,6	-1,3
Services aux entreprises, relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	161,0	177,8	-16,8	-9,4
Services d'enseignement	312,8	300,3	12,5	4,2
Soins de santé et assistance sociale	591,0	606,4	-15,4	-2,5
Information, culture et loisirs	158,5	172,7	-14,2	-8,2
Hébergement et services de restauration	190,5	254,4	-63,9	-25,1
Autres services	151,0	180,4	-29,4	-16,3
Administrations publiques	236,5	248,9	-12,4	-5,0

Note : La somme des composantes peut différer du total en raison de l'arrondissement des données.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0023-01. Compilation : Emploi-Québec.

Tableau 5 : Emploi selon le niveau de qualification (CNP 2016), Québec, moyennes annuelles

	2020	2019	Variation	
	milliers		milliers	%
Emploi total	4 099,6	4 308,1	-208,5	-4,8
Hautement qualifié	2 024,3	2 006,5	17,8	0,9
Qualifié	699,4	788,8	-89,4	-11,3
Peu qualifié	1 375,9	1 512,7	-136,8	-9,0

Emploi-Québec a classifié les emplois regroupés dans la Classification nationale des professions (CNP) selon trois niveaux de qualification : les emplois hautement qualifiés, qui exigent habituellement un diplôme d'études universitaires ou collégiales, les emplois qualifiés, qui exigent normalement un diplôme d'études professionnelles (DEP) de niveau secondaire ou un diplôme d'une école de métier, et les emplois peu qualifiés, qui requièrent habituellement un diplôme d'études secondaires (DES) générales ou moins.

Note : La somme des composantes peut différer du total en raison de l'arrondissement des données.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active (compilation spéciale). Compilation : Emploi-Québec.



Tableau 6 : Caractéristiques de la population active pour la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, moyennes annuelles

	2020	2019	Variation	
	milliers ou %	milliers ou points de %	milliers ou points de %	%
Population active	2 386,2	2 372,6	13,6	0,6
Emploi	2 145,9	2 237,6	-91,7	-4,1
Chômage	240,3	135,1	105,2	77,9
Taux de chômage	10,1	5,7	4,4	...
Taux d'activité	66,1	66,6	-0,5	...
Taux d'emploi	59,5	62,8	-3,3	...

Note : La somme des composantes peut différer du total en raison de l'arrondissement des données.

... = N'ayant pas lieu de figurer.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0385-01. Compilation : Emploi-Québec.



Tableau 7 : Caractéristiques de la population active selon la région administrative, moyennes annuelles

Région administrative	Population active				Emploi				Chômage				Taux de chômage		Taux d'activité		Taux d'emploi	
	2020	2019	Variation		2020	2019	Variation		2020	2019	Variation		2020	2019	2020	2019	2020	2019
	milliers		milliers	%	milliers	milliers	milliers	%	milliers	milliers	milliers	%			%			
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	35,5	39,2	-3,7	-9,4	30,9	34,0	-3,1	-9,1	4,7	5,2	-0,5	-9,6	13,2	13,0	46,4	51,0	40,4	44,3
Bas-Saint-Laurent	93,3	97,8	-4,5	-4,6	86,7	92,3	-5,6	-6,1	6,5	5,5	1,0	18,2	7,0	5,5	56,1	58,5	52,1	55,2
Capitale-Nationale	394,3	417,7	-23,4	-5,6	367,1	403,0	-35,9	-8,9	27,1	14,7	12,4	84,4	6,9	3,5	63,3	67,3	58,9	64,9
Chaudière-Appalaches	236,9	230,3	6,6	2,9	223,4	222,6	0,8	0,4	13,6	7,7	5,9	76,6	5,7	3,3	66,6	64,9	62,8	62,7
Estrie	170,7	170,5	0,2	0,1	158,5	163,0	-4,5	-2,8	12,2	7,4	4,8	64,9	7,1	4,3	61,7	62,0	57,3	59,3
Centre-du-Québec	129,7	131,5	-1,8	-1,4	121,8	126,3	-4,5	-3,6	7,9	5,2	2,7	51,9	6,1	3,9	62,8	64,0	59,0	61,4
Montérégie	855,5	847,6	7,9	0,9	783,9	812,2	-28,3	-3,5	71,6	35,3	36,3	102,8	8,4	4,1	65,6	65,6	60,1	62,8
Montréal	1 145,9	1 159,8	-13,9	-1,2	1 015,7	1 075,1	-59,4	-5,5	130,2	84,7	45,5	53,7	11,4	7,2	65,5	67,4	58,1	62,5
Laval	230,2	224,9	5,3	2,4	211,3	215,0	-3,7	-1,7	18,9	9,9	9,0	90,9	8,2	4,3	63,3	62,3	58,1	59,5
Lanaudière	289,7	272,3	17,4	6,4	264,8	261,1	3,7	1,4	24,9	11,2	13,7	122,3	8,6	4,1	68,4	64,6	62,5	62,0
Laurentides	313,0	332,1	-19,1	-5,8	281,7	317,2	-35,5	-11,2	31,2	14,9	16,3	109,4	10,0	4,4	60,2	64,5	54,1	61,6
Outaouais	205,2	217,1	-11,9	-5,5	188,6	206,3	-17,7	-8,6	16,6	10,8	5,8	53,7	8,1	5,0	62,8	66,9	57,7	63,6
Abitibi-Témiscamingue	73,2	79,3	-6,1	-7,7	68,4	76,2	-7,8	-10,2	4,8	3,1	1,7	54,8	6,6	3,9	61,6	66,4	57,6	63,8
Mauricie	135,0	129,3	5,7	4,4	123,8	122,2	1,6	1,3	11,2	7,2	4,0	55,6	8,3	5,5	59,4	56,8	54,4	53,6
Saguenay-Lac-Saint-Jean	135,5	136,1	-0,6	-0,4	122,9	128,5	-5,6	-4,4	12,6	7,6	5,0	65,8	9,3	5,5	59,0	59,1	53,5	55,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	54,3	55,8	-1,5	-2,7	50,1	53,1	-3,0	-5,6	4,1	2,7	1,4	51,9	7,6	4,8	63,0	64,1	58,1	61,0
Ensemble du Québec	4 497,8	4 541,2	-43,4	-1,0	4 099,6	4 308,1	-208,5	-4,8	398,1	233,1	165,0	70,8	8,9	5,1	63,8	64,9	58,1	61,5

Notes :

- La somme des composantes peut différer du total en raison de l'arrondissement des données.

- L'Enquête sur la population active étant une enquête auprès des ménages, les données régionales portent sur la région de résidence des personnes et non sur celle de leur lieu de travail.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0393-01. Compilation : Emploi-Québec.



Tableau 8 : Caractéristiques de la population active selon le statut d'immigration, Québec, moyennes annuelles

	2020	2019	Variation	
	milliers ou %		milliers ou points de %	%
IMMIGRANTS ADMIS				
Population active	818,5	789,5	29,0	3,7
Emploi	730,7	734,2	-3,5	-0,5
Emploi à temps plein	618,7	606,4	12,3	2,0
Emploi à temps partiel	111,9	127,8	-15,9	-12,4
Chômage	87,8	55,2	32,6	59,1
Taux de chômage	10,7	7,0	3,7	...
Taux d'activité	67,8	67,8	0,0	...
Taux d'emploi	60,5	63,1	-2,6	...
Taux d'emploi (15 à 64 ans)	71,5	74,8	-3,3	...
PERSONNES NÉES AU CANADA				
Population active	3 590,8	3 657,9	-67,1	-1,8
Emploi	3 293,6	3 490,6	-197,0	-5,6
Emploi à temps plein	2 708,0	2 816,8	-108,8	-3,9
Emploi à temps partiel	585,6	673,8	-88,2	-13,1
Chômage	297,1	167,4	129,7	77,5
Taux de chômage	8,3	4,6	3,7	...
Taux d'activité	62,8	64,2	-1,4	...
Taux d'emploi	57,6	61,3	-3,7	...
Taux d'emploi (15 à 64 ans)	73,2	76,8	-3,6	...

Note 1 : Les immigrants non admis ne sont pas présentés dans ce tableau. La somme des deux catégories ne correspond donc pas au total observé pour l'ensemble du Québec.

Note 2 : La somme des composantes peut différer du total en raison de l'arrondissement des données.

... = N'ayant pas lieu de figurer.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0083-01 et compilation spéciale, Emploi-Québec. Compilation : Emploi-Québec.



Tableau 9 : Salaire horaire médian selon l'industrie, Québec, moyennes annuelles

	2020	2019	Variation	
	\$ courant		\$	%
INDUSTRIE				
Tous les employés	25,00	23,08	1,92	8,3
Employés à temps plein	26,44	25,00	1,44	5,8
SECTEUR DE LA PRODUCTION DE BIENS	26,50	25,00	1,50	6,0
Agriculture	17,00	16,50	0,50	3,0
Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	32,00	32,00	0,00	0,0
Services publics	43,96	41,21	2,75	6,7
Construction	31,00	30,00	1,00	3,3
Fabrication	24,83	23,08	1,75	7,6
SECTEUR DES SERVICES	24,22	22,6	1,62	7,2
Commerce de gros et de détail	17,00	15,75	1,25	7,9
Transport et entreposage	23,81	23,85	-0,04	-0,2
Finance, assurances, immobilier et location	29,23	27,50	1,73	6,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	31,95	29,81	2,14	7,2
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	18,99	18,07	0,92	5,1
Services d'enseignement	33,61	33,33	0,28	0,8
Soins de santé et assistance sociale	23,50	23,00	0,50	2,2
Information, culture et loisirs	27,00	23,00	4,00	17,4
Hébergement et services de restauration	15,00	14,15	0,85	6,0
Autres services	22,00	19,75	2,25	11,4
Administrations publiques	33,52	33,05	0,47	1,4

Note : La somme des composantes peut différer du total en raison de l'arrondissement des données. Les données portent sur l'emploi principal.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0064-01. Compilation : Emploi-Québec.

Tableau 10 : Salaire horaire médian selon le niveau de qualification, Québec, moyenne annuelles

	2020	2019	Variation	
	\$ courant		\$	%
Hautement qualifié	33,00	31,32	1,68	5,4
Qualifié	24,22	23,00	1,22	5,3
Peu qualifié	18,52	17,50	1,02	5,8

Note : La somme des composantes peut différer du total en raison de l'arrondissement des données. Les données portent sur l'emploi principal.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilation spéciale. Compilation : Emploi-Québec.



Tableau 11 : Heures effectives et durée du chômage, Québec, moyennes annuelles

Heures effectivement travaillées	2020	2019	Variation	
			heures	%
Moyennes des heures effectivement travaillées - emplois à temps plein et à temps partiel (heures)	30,1	31,2	-1,1	-3,5
Moyennes des heures effectivement travaillées - emplois à temps plein (heures)	33,4	34,8	-1,4	-4,0
Durée du chômage	2020	2019	semaines ou pts de	%
Durée moyenne du chômage (semaines)	12,5	17,7	-5,2	-29,4
Taux de chômage de longue durée (27 semaines ou plus) (%)	0,8	0,7	0,1	...
Taux de chômage de longue durée (52 semaines ou plus) (%)	0,2	0,4	-0,2	...

Note : La somme des composantes peut différer du total en raison de l'arrondissement des données. Les données sur les salaires, les heures et la durée moyenne du chômage portent sur l'emploi principal.

... N'ayant pas lieu de figurer.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableaux 14-10-0043-01 et 14-10-0057-01. Compilation : Emploi-Québec.



Tableau 12 : Indicateurs économiques du Québec

		Taux de variation par rapport aux mêmes mois de l'année précédente (%)
PIB réel au prix du marché (en M\$ de 2012) – moyenne annuelle de 2020	357 404	-5,4
Ventes en gros (M\$ courants) – moyenne annuelle de 2020	143 742	1,4
Ventes au détail (M\$ courants) – moyenne annuelle de 2020	131 293	-0,1
Permis de bâtir (M\$ courants) – moyenne annuelle de 2020	19 489	-8,9
Ventes manufacturières (M\$ courants) – moyenne annuelle de 2020	152 834	-9,8
Exportations internationales de biens (M\$ de 2012) – moyenne annuelle de 2020	73 831	-8,5
Indice des prix à la consommation (IPC), non désaisonnalisé (2002=100) – moyenne annuelle de 2020	132,8	0,8
Dollar canadien en ¢ US, non désaisonnalisé – ensemble de l'année 2020 (variation en quantité)	74,54	-0,82
		Taux de variation par rapport au trimestre précédent (%)
Dépenses de consommation finale des ménages (en M\$ enchaînés de 2012) – année 2020	229 708	-5,6
Dépenses de consommation finale des administrations publiques (en M\$ enchaînés de 2012) – année 2020	89 705	-0,8
Investissements des entreprises (en M\$ enchaînés de 2012) – année 2020	61 811	-2,5
Taux directeur (Banque du Canada) (%) – 21 avril 2021	0,25	...

.. = Aucune donnée.

... = N'ayant pas lieu de figurer.

Référence : Institut de la statistique du Québec. [En ligne] <https://statistique.quebec.ca/fr/document/principaux-indicateurs-economiques-quebec-et-canada> (site Web consulté le 7 mai 2021). Sources : Banque du Canada, Institut de la statistique du Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Statistique Canada.



GLOSSAIRE

INDICATEURS ET VARIABLES

Chômage

Nombre de personnes disponibles pour travailler au cours de la semaine de référence et qui ont activement cherché du travail au cours des quatre semaines précédentes, ont été mises à pied temporairement, ou encore, n'ont pas cherché un emploi, mais devaient en commencer un au cours des quatre prochaines semaines.

Emploi

Nombre de personnes qui occupaient un emploi au cours de la semaine de référence, soit celles qui ont fait un travail quelconque contre rémunération ou bénéfice, ou celles qui avaient un emploi, mais étaient absentes du travail. Cela inclut les employés et les travailleurs autonomes.

L'emploi selon les régions est basé sur le lieu de résidence de la personne, et non sur le lieu de travail.

Emploi à temps plein

Nombre de personnes qui travaillent habituellement 30 heures ou plus par semaine à leur emploi principal (ou unique emploi).

Emploi à temps partiel

Nombre de personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine à leur emploi principal.

Heures hebdomadaires effectivement travaillées

Nombre d'heures effectivement travaillées au cours de la semaine de référence, rémunérées ou non, ce qui tient compte des heures d'absence ou des heures supplémentaires. Ces heures tiennent compte aussi des diminutions ou des augmentations temporaires des heures de travail (par exemple, heures perdues en raison de maladie, vacances ou jours fériés, ou heures supplémentaires).

Médiane

Donnée qui sépare une population en deux : une moitié se situe au-dessus et l'autre moitié, en dessous.

Population en âge de travailler (15 ans et plus)

Nombre de personnes dans la population civile âgée de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve.

Population active

Nombre de personnes de 15 ans et plus en emploi ou au chômage au cours de la semaine de référence.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population en âge de travailler. Un taux d'activité élevé signifie qu'une proportion importante de la population en âge de travailler occupe un emploi ou est à la recherche d'un emploi.

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{Population active}}{\text{Population}} \times 100$$

Taux d'emploi

Emploi exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

$$\text{Taux d'emploi} = \frac{\text{Personnes en emploi}}{\text{Population}} \times 100$$

Taux de chômage

Chômage exprimé en pourcentage de la population active.

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Chômeurs}}{\text{Population active}} \times 100$$

Taux de chômage de longue durée

Chômage de 27 semaines ou plus, ou encore, de 52 semaines ou plus, exprimé en pourcentage de la population active. Cela exclut les personnes pour lesquelles la durée au chômage est inconnue.

